

BERTHOLD, ÉTIENNE et NATHALIE MIGLIOLI [dir.]. *Patrimoine et histoire de l'art au Québec : enjeux et perspectives*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, « Chaire Fernand-Dumont sur la culture », 2011, 171 p. ISBN 978-2-7637-9635-2

Diane Joly

Volume 10, 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1013558ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1013558ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise d'ethnologie

ISSN

1703-7433 (imprimé)

1916-7350 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joly, D. (2012). Compte rendu de [BERTHOLD, ÉTIENNE et NATHALIE MIGLIOLI [dir.]. *Patrimoine et histoire de l'art au Québec : enjeux et perspectives*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, « Chaire Fernand-Dumont sur la culture », 2011, 171 p. ISBN 978-2-7637-9635-2]. *Rabaska*, 10, 239–241.
<https://doi.org/10.7202/1013558ar>

BERTHOLD, ÉTIENNE et NATHALIE MIGLIOLI [dir.]. *Patrimoine et histoire de l'art au Québec : enjeux et perspectives*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, « Chaire Fernand-Dumont sur la culture », 2011, 171 p. ISBN 978-2-7637-9635-2.

Patrimoine et histoire de l'art au Québec : enjeux et perspectives fait suite à deux séminaires tenus à l'Institut du patrimoine à l'UQAM. La première partie du recueil comprend cinq textes de spécialistes issus des sciences sociales et humaines qui questionnent la place de leur discipline dans les enjeux du patrimoine. Les cinq autres textes proviennent d'historiens d'art et de muséologues qui relatent les débuts de leur discipline qu'ils associent, pour la plupart, aux travaux de Gérard Morisset. Dans la première section, deux textes sont susceptibles d'intéresser les lecteurs.

L'historien Patrice Groulx affirme que l'historiographie s'est peu intéressée à l'étude du patrimoine sauf pour analyser la commémoration ou la mémoire sociale. Il se demande comment la discipline de l'histoire peut contribuer à l'étude de la patrimonialisation. Pour illustrer son propos, il s'appuie sur l'absurdité de décisions patrimoniales récentes à Québec, notamment la destruction d'une partie de l'église Saint-Vincent-de-Paul, l'abandon du projet de musée à l'îlot des Palais et la volonté impérieuse de reconstruire le manège militaire des Voltigeurs de Québec. Selon Groulx, ces décisions paradoxales découlent d'une méconnaissance de la pertinence sociale et de la dynamique propre au patrimoine. Ce constat l'amène à se questionner sur les éléments pouvant constituer une plus-value sociale et les critères basant la sélection du patrimoine. Il analyse ensuite les méthodes d'autres disciplines et conclut qu'aucune n'est autonome, mais que leur ensemble contribue à la problématique patrimoniale, c'est-à-dire qu'elles se complètent. À partir des données recueillies, il valide l'idée de Jean Davallon que le phénomène de patrimonialisation est bien une construction sociale. C'est sur cette prémisse qu'il affirme que l'élément distinguant la science de l'histoire des autres disciplines serait le travail de pérennisation et sa capacité à montrer et à expliquer la présence du passé dans le présent.

Pour l'ethnologue Nathalie Hamel, la conservation et la transmission de la culture sont au cœur des enjeux du patrimoine et des intérêts de l'ethnologue. À l'aide d'un récapitulatif de l'histoire du patrimoine, elle souligne que les politiques et conventions, celle de l'UNESCO par exemple, ne permettent pas de dépasser la dichotomie matérielle et immatérielle. Ensuite, Hamel relate l'histoire de la discipline qui s'est spécialisée dans la collecte au point d'amener l'ethnologue à être « le spécialiste, le dernier témoin de ce qui s'enfuit, de ce qui disparaît (p. 37) ». Elle démontre qu'au fil des années, les avancées de la discipline sont surtout technologiques : cylindres de cire, enregistreuse, vidéocassette, caméra numérique... Pour sortir de ces culs-de-sac, l'auteur

suggère d'aborder le patrimoine selon une approche ethnologique. Ainsi, au lieu de collecter et de transmettre des pratiques considérées exemplaires de l'identité du groupe, elle propose d'analyser les objets appropriés par la population et de cerner leurs motifs. Il s'agit, selon Hamel, qui s'appuie sur une idée de Jean-Louis Tornatore, de passer d'une approche fondée sur l'objet à l'étude des divers usages sociaux du patrimoine. En d'autres mots, l'ethnologue ne fait plus de sélection d'objets, mais il analyse comment ils sont accaparés par le groupe.

Dans la deuxième partie, la problématique diffère de la première sans s'y arrimer. Elle s'attache à l'historiographie de l'histoire de l'art (HAR). Le texte de l'historien de l'art Laurier Lacroix éclaire les enjeux du patrimoine dans cette discipline.

L'historien veut comprendre les raisons de l'absence d'un patrimoine d'art au Québec. Selon l'auteur, à part les initiés en HAR, peu de gens sont capables d'identifier des artistes ou de jauger l'importance et la valeur d'œuvres d'art québécoises. Cette ignorance provenant de la majorité empêche que les œuvres soient appropriées par le groupe et donc qu'elles deviennent patrimoniales. Lacroix souhaite se pencher sur les causes de l'échec de l'HAR à participer aux enjeux, notamment en identifiant les objets qui devraient faire partie du patrimoine. Il met au jour quelques lacunes dont la première serait le peu de place accordée à l'HAR dans l'enseignement, les médias et les institutions spécialisées. Un retour historique souligne qu'à la fin des années 1960, l'HAR transige autour de trois axes, soit la petite histoire, l'inventaire et les monographies d'artistes. Ces approches visaient à valoriser le travail des ancêtres, à identifier les styles et à affirmer leur portée patrimoniale. L'époque était également prête pour la production de grands survols stylistiques et artistiques. Cependant, la Révolution tranquille, qui coïncide avec la période, mène à une rupture des formes et des styles. Cette cassure avec l'art ancien impose de nouvelles approches et provoque un vide historiographique alors que les historiens de l'art ne produisent pas de survols, en d'autres mots d'outils épistémologiques nécessaires à l'appréhension historique des arts. Il s'ensuit que les arts sont connus et étudiés de manière parcellaire et en silo ; l'histoire de l'art est construite sur des événements et non sur l'art en lui-même. Cette situation rend difficile, voire impossible, l'inscription des œuvres dans une histoire de l'art. Ainsi, conclut l'auteur, avant de s'attaquer aux enjeux du patrimoine, il importe d'abord de définir, de thématiser, de problématiser et de conceptualiser le récit de l'histoire de l'art.

Dans l'ensemble, la majorité des textes présente un intérêt individuel, mais leur somme ne s'ancre pas autour d'une problématique commune. Il s'agit de deux ouvrages, distincts et trop minces, réunis dans un livre. Au niveau de l'édition, outre le titre qui prête à confusion, les textes de la première

partie sont présentés avec ou sans bibliographie. Compte tenu de l'homogénéité de ces textes, une bibliographie générale aurait grandement bonifié la section. Enfin, au vu de leur rareté, les textes touchant l'HAR auraient été plus efficaces et à propos dans une revue spécialisée en histoire de l'art.

DIANE JOLY

Université Laval, Québec

BOULAD-AYOUB, JOSIANE. *L'Abbé Grégoire et la naissance du patrimoine national, suivi de trois rapports sur le vandalisme*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, « Mercure du Nord », 2012, 99 p. ISBN 978-2-7637-9833-2.

On connaissait, et on appréciait déjà, de Josiane Boulad-Ayoub, *L'Abbé Grégoire, apologiste de la République*, paru en 2005 à Paris chez Honoré Champion, et l'ouvrage, paru plus tard en 2008, de Jean Dubray, *La Pensée de l'abbé Grégoire : despotisme et liberté*, à la prestigieuse Voltaire Foundation d'Oxford. Il y a bien entendu le site officiel de l'abbé : <http://www.abbe-gregoire.fr> qui nous instruit sur ce personnage emblématique du patrimoine, né en Lorraine en 1750 et décédé à Paris en 1831. Mais ici, il s'agit en quelque sorte de la fine fleur du cru avec la publication d'une conférence – spécialité de la collection « Mercure du Nord » aux PUL – offerte dans le cadre du séminaire *Architecture moderne et patrimoine* et donnée par le professeur émérite de philosophie moderne et politique à l'UQAM, Josiane Boulad-Ayoub. Grande spécialiste de l'abbé Grégoire, elle nous fait plonger, par son propos, au cœur de la notion même du terme patrimoine en resituant l'apport indiscutable de l'abbé et du tournant que le sens du mot va prendre avec lui dans la langue française : « La signification du concept de patrimoine passe ainsi du patrimoine de famille, d'intérêt privé, à patrimoine de la nation, d'intérêt public » (p. 13). C'est à travers une suite d'actions et de rapports commandés par la Convention nationale, puis déposés devant l'Assemblée constituante de 1792, et surtout, plus globalement, dans la foulée d'une république naissante à l'ambition de réinventer le monde que l'ecclésiastique est appelé à réfléchir sur le mauvais sort réservé à l'héritage matériel dans cette toute nouvelle France. En effet, c'est dans un contexte révolutionnaire que germe la notion de patrimoine national où la liberté de tous les citoyens doit s'exprimer à tout prix, sauf celui de mettre à mal les symboles de la nation, même s'ils sont du passé. La notion se forge alors dans un contexte politique effervescent dit des « sans-culottes » où la tentation de liquider le passé justement se confronte à l'idée d'en préserver les beautés, ne serait-ce que pour servir de contre-exemples à l'éducation des masses ignorantes. Ce